

AKTUELL

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le correspondant du woxx expulsé de Géorgie

Fabien Grasser

Clément Girardot, correspondant du woxx, a été expulsé de Géorgie où il travaillait depuis dix ans et où il avait couvert ces derniers mois les manifestations contre la dérive autocratique du parti au pouvoir, le Rêve géorgien.

Le journaliste français Clément Girardot a été retenu à l'aéroport de Tbilissi, le 12 février dernier, alors qu'il revenait de France. Après une longue attente, il a été présenté à un officier de police qui lui a signifié son interdiction d'entrée sur le territoire géorgien, où il travaillait régulièrement depuis 10 ans. Le seul document qui lui a été remis pour justifier son refoulement indique la mention « autre cas ». Il a été contraint de regagner la France à bord de l'avion avec lequel il était arrivé. Malgré l'intervention d'un avocat géorgien et de l'ambassade de France, aucun motif ne lui a été communiqué sur les raisons de cette interdiction. Tandis que l'ombudsman géorgien a dénoncé de graves irrégularités et une atteinte disproportionnée à ses droits fondamentaux, son recours auprès des autorités judiciaires géorgiennes a été rejeté et une audience en appel est prévue le 26 juin.

Clément Girardot couvrait le Caucase du Sud, les Balkans et la Turquie pour le woxx depuis 2019. Journaliste indépendant, il travaille pour de nombreux titres de la presse francophone et internationale, dont « Le Monde », « Society » ou encore Al Jazeera. Ces derniers mois, il avait particulièrement couvert les manifestations de l'opposition et de la société civile géorgiennes contre le parti au pouvoir, le Rêve géorgien, après les élections législatives contestées du 26 octobre 2024. Il avait documenté la répression contre les opposant·es à un régime de plus en plus ouvertement pro-russe, suivant notamment leurs procès ou rendant compte des restrictions imposées aux milieux intellectuels et culturels.

L'expulsion de Géorgie de Clément Girardot a précédé celle du photjournaliste français Jérôme Chobeaux, interdit d'entrée le 30 mars. Il assurait également la couverture des manifestations de l'opposition. Avant son refoulement, il s'est vu infliger une amende de 5.000 laris (environ 1.650 euros) par les garde-frontières qui lui ont affirmé obéir à des ordres « venus d'en haut ».

« L'interdiction d'entrée visant ces deux journalistes français, connus pour leur travail de terrain sur les manifes-

tations, s'inscrit dans une stratégie délibérée d'intimidation. Reporters sans frontières dénonce fermement ces refoulements abusifs, appelle le parti au pouvoir à respecter les engagements du pays en matière de liberté de la presse et la France et l'Union européenne à faire pression sur le gouvernement », a réagi Jeanne Cavelier, responsable du bureau Europe de l'Est et Asie centrale de Reporters sans frontières.

Une pluie d'amendes

Pour Clément Girardot, ces expulsions illustrent un changement d'attitude des autorités géorgiennes face aux médias. « Jusqu'à présent, on travaillait librement en Géorgie, sans s'enregistrer comme tel. Mais cela devient de plus en plus restrictif, ne serait-ce qu'en manifestation, où les journalistes sont désormais obligés de revêtir un gilet presse », témoigne-t-il auprès du woxx. Il évoque aussi les amendes qui s'abatent sur les journalistes locaux, citant l'exemple d'une photjournaliste géorgienne qui cumule l'équivalent de plus de 10.000 euros d'amendes. Clément Girardot souligne que cette répression touche l'ensemble des personnes qui manifestent pacifiquement contre le régime et constate qu'une résignation s'installe dans la population, tandis que les réactions européennes se font moins insistantes, permettant aux autorités de normaliser progressivement leur dérive autoritaire.

L'expulsion de Clément Girardot intervient alors que la liberté de la presse et le travail des journalistes fait face à des menaces croissantes dans le monde. Le cas de Gaza est emblématique de cette évolution tragique, près de 200 journalistes y ayant perdu la vie depuis le 7 octobre 2023. Ces 29 et 30 avril, une conférence annuelle internationale organisée sous l'égide du Conseil de l'Europe a réuni des journalistes et expert·es des médias à Luxembourg, afin d'examiner les problèmes liés à la poursuite des crimes contre les journalistes et d'étudier les moyens d'éviter que ces crimes ne restent impunis. Intitulé « Journalists Matter », l'événement s'appuyait notamment sur la plateforme pour la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe. Depuis 2015, celle-ci a publié plus de 2.000 alertes recensant des menaces graves à la liberté des médias, dont 42 cas d'impunité principalement liés à l'assassinat de journalistes.

SHORT NEWS

L'humanité prête à basculer dans une nouvelle ère brutale

(ts) – Chaque année, depuis 60 ans, Amnesty International dresse le bilan de la situation des droits humains dans le monde. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le rapport 2024-2025, publié ce mardi 29 avril, est particulièrement alarmant. « Le monde est au bord de la bascule », prévient l'ONG. Montée en puissance des pratiques autoritaires et répression violente de la dissidence, inaction face aux inégalités et au dérèglement climatique, anéantissement du droit international, intensification des attaques contre les droits des femmes et les personnes LGBTI, cupidité des entreprises : « En raison de l'incapacité à faire face aux différentes crises, les gouvernements ont abandonné, voire condamné les générations futures », a déclaré David Pereira, directeur général d'Amnesty Luxembourg, lors d'une conférence de presse ce même jour. Des dérives présentes sur tous les continents et aggravées par « un effet Trump », lequel « accélère l'entrée dans une nouvelle ère brutale ». Les violations graves contre le droit international humanitaire ont eu des effets dévastateurs sur des millions de personnes, insiste par ailleurs l'ONG, qui dénonce « un génocide en direct » des Palestinien·nes de Gaza par Israël et pointe également les exactions commises par la Russie envers les Ukrainien·nes. L'indifférence (vis-à-vis du conflit au Soudan par exemple) et le « deux poids, deux mesures » de la communauté internationale participent au chaos actuel. Face à cet avenir menaçant, « les gouvernements et la société civile doivent de toute urgence s'employer à ramener l'humanité en terrain plus sûr », appelle Amnesty.

Une année marquante pour la Cour de justice de l'UE

(ts) – Lors d'une conférence de presse, lundi 28 avril, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), dont le siège est à Luxembourg, a présenté le panorama de son année 2024. Toujours plus sollicitée, la CJUE s'est vue confier 920 nouvelles affaires en 2024, soit 12 % de plus que l'année précédente, et en a clôturé 683 (10 % de plus qu'en 2023), tandis que 1.206 affaires sont toujours en cours. Les affaires sont traitées en moyenne en 18 mois, avec de fortes disparités selon les enjeux et la complexité du dossier. Les délais sont aussi souvent induits par la traduction des pièces dans les langues officielles de l'UE, l'une des particularités de la CJUE. Le développement de l'utilisation de l'intelligence artificielle (avec un logiciel interne, pour des raisons évidentes de sécurité), pourrait permettre de faciliter certaines tâches. L'année 2024 a par ailleurs marqué un tournant pour le système judiciaire de l'UE, avec l'élargissement des compétences de son Tribunal, notamment en matière de TVA et de droits d'accise, douaniers ou des passager·ères. « Il s'agit de la réforme la plus importante depuis l'institution du Tribunal en 1989 », a indiqué le juge et ancien ministre de la Justice François Biltgen. Composée de 27 juges et 11 avocats généraux, la CJUE veille à l'uniformité de l'interprétation et de l'application de la législation européenne dans les États membres. Les audiences sont accessibles en streaming sur le site curia.europa.eu.

Sondage national : La sobriété plébiscitée

(mes) – Une majorité de la population estime que la diminution de la consommation d'énergie et de ressources est « essentielle ». Le constat, résultat d'un sondage représentatif réalisé par Quest et le centre Cell, présenté le 29 avril, indique que 79 % des 600 personnes consultées soutiennent une sobriété écologique. « On est face à une énorme déclaration d'intention », affirme le chercheur de Quest, Carlo Kissen. Selon l'étude, les attentes envers les pouvoirs publics, principalement de l'UE mais aussi du gouvernement luxembourgeois, sont précises : la population espère des mesures sectorielles concrètes ainsi qu'un appui public, surtout au niveau des aides. Sont visées aussi les entreprises, qui selon les participant·es devraient augmenter la durée de vie des produits ou encore offrir plus de services de réparation. Alors que la majorité des sondé·es s'est montrée prête à réduire sa consommation de viande ou l'utilisation du chauffage, elle a indiqué une résistance nette quant à la mobilité, 65 % déclarant qu'une limitation d'utilisation de la voiture à moins de 5.000 km par an serait « compliqué », voire « pas possible ». Or, le principal frein se baserait sur un biais sous-estimant l'engagement « des autres », avec 53 % des personnes qui pensent que la population n'est pas prête à réduire sa consommation. Comme le démontre le sondage, cette notion est non seulement fausse mais aussi « défaitiste », avertit Léonard Andersen, coordinateur au Cell. Face aux crises environnementales – de pollution, de biodiversité et du climat –, l'association revendique une approche systémique, notamment par un objectif d'empreinte matérielle et un suivi des mesures. Pour le moment, seulement 15 % des mesures du Plan national énergie climat touchent à la sobriété. « La marge est donc conséquente », a ajouté Andersen, alors que « beaucoup de personnes veulent agir ».